

PERSPECTIVES PROVINCIALES

Octobre 2008

Sur le fil du rasoir

La récente aggravation spectaculaire de la crise des marchés financiers qui dure depuis un an a nettement assombri les perspectives pour les provinces. L'économie américaine semble avoir succombé à une récession et l'Europe, le Royaume-Uni et le Japon sombrent rapidement. Si le Canada est en meilleure posture grâce à un secteur financier moins durement touché, sa croissance générale a été nettement plus faible que prévu.

Cette détérioration rapide de la conjoncture affectera nécessairement la performance économique des provinces au cours des mois à venir. Les provinces centrales du Canada courent probablement le plus grand risque puisqu'elles sont très dépendantes de la demande américaine qui s'effrite, mais le choc pourrait se faire sentir partout. Heureusement, certaines provinces – p. ex., la Saskatchewan, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick – pourront compter sur d'autres facteurs positifs qui devraient servir de contrepois utile.

Le scénario présenté dans ces Perspectives provinciales suppose que les mesures historiques prises par les banques centrales et les États du monde entier réussiront à restaurer la confiance des investisseurs et à ramener les marchés financiers à une situation plus normale. Le poids qui pèse sur l'activité économique mondiale serait ainsi graduellement allégé, préparant le terrain pour une reprise dans la deuxième moitié de 2009.

▲ Présentant une économie vigoureuse à presque tous les égards, la Saskatchewan montrera la voie cette année et devrait se maintenir à la tête du peloton en 2009. Le Manitoba la suivra de près. Les deux provinces sont portées par la vague d'une forte demande et d'une bonne tenue des prix de leurs produits de base.

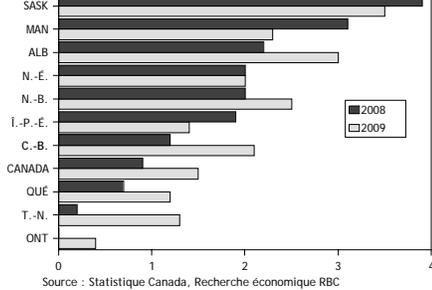
▲ L'essor des produits de base et l'augmentation des investissements en immobilisations qui l'accompagne stimulent aussi la croissance dans la plupart des provinces de l'Atlantique. Leurs répercussions positives se manifestent sur le marché du travail, dans les flux migratoires, dans les dépenses de consommation et, particulièrement dans le cas de Terre-Neuve-et-Labrador, dans le secteur immobilier résidentiel. L'économie de la région devrait continuer de résister à la tourmente qui fait rage ailleurs et conserver un rythme d'expansion modéré – à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, cette année, où la stagnation de la production de pétrole brut freinera temporairement la croissance.

▲ La conjoncture est beaucoup moins encourageante dans l'ouest du pays, du moins si on la compare aux attentes antérieures. Alors que d'importants investissements en immobilisations continuent de former une base solide pour l'activité économique, des indices de ralentissement clairs sont apparus dans d'autres secteurs. L'érosion de la situation de l'immobilier résidentiel et la croissance de plus en plus lente des dépenses de consommation nous ont poussés à revoir à la baisse nos prévisions de croissance pour la Colombie-Britannique et l'Alberta.

▲ Alors que l'atonie du commerce extérieur continue d'exercer une pression sur les économies de l'Ontario et du Québec, des fissures commencent à apparaître dans les fondements de leurs économies intérieures. Le recul de la création d'emplois, des

Croissance du PIB réel

Variation (%), provinces classées selon la croissance en 2008



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue

Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

dépenses de consommation et de l'activité immobilière résidentielle aura un effet ralentisseur notable dans ces provinces. Étant la province la plus vulnérable au raz-de-marée américain, l'Ontario verra sans doute sa croissance s'évaporer. Au Québec, les importants investissements en immobilisations (notamment en infrastructures publiques) devraient éviter à l'économie de passer dans le rouge.

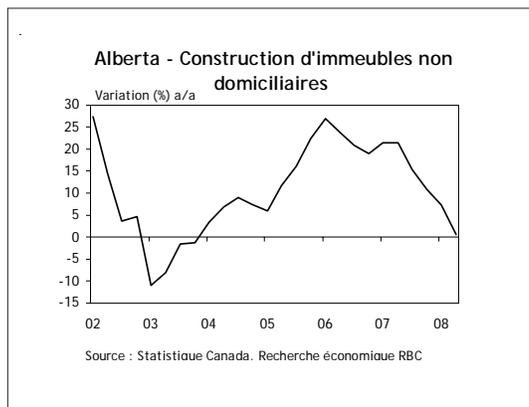
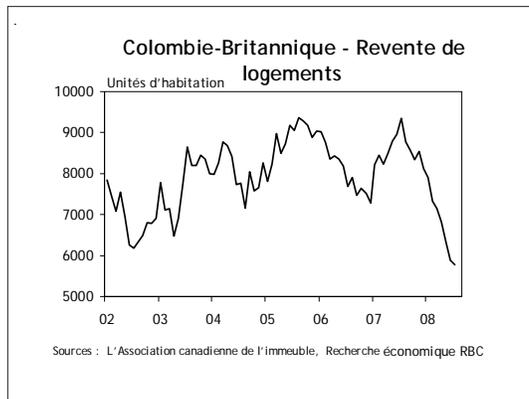
Colombie-Britannique - Y-a-t-il péril en la demeure?

Si la situation du marché de l'habitation de la province est le reflet de la situation économique, et bien les conditions semblent se détériorer rapidement en Colombie-Britannique. La revente de maisons dégringole : au milieu de l'été, elle avait atteint son plus bas niveau depuis 2001. Dans un même temps, le surplus de maisons à vendre a un effet modérateur important sur les prix. Le prix des maisons a même commencé à reculer dans certains secteurs, notamment à Vancouver. À en juger par le faible ratio actuel des ventes par rapport aux inscriptions, les prix pourraient reculer davantage dans un proche avenir. Entre-temps, la construction domiciliaire est à la baisse suivant le sommet de l'an dernier, les marchés tentant encore d'absorber le niveau élevé de nouvelles unités construites. Ce dérapage du secteur de l'habitation serait-il symptomatique d'un malaise généralisé dans la province ? Spontanément, la réponse est non. Mais il reflète néanmoins une humeur changeante de l'économie.

De toute évidence, l'effondrement du secteur des produits forestiers a laissé un trou béant qui ne se résorbera vraisemblablement pas avant l'an prochain, à moins que la situation du marché de l'habitation aux États-Unis n'effectue une surprenante remontée. Cette situation pèse lourd dans la balance des exportations de la province. Les exportations nominales sont légèrement en baisse sur douze mois, mais ce recul est susceptible de s'accroître davantage relativement aux volumes, compte tenu de la hausse considérable du prix de plusieurs marchandises clés (ex. bois d'œuvre, pulpe, papier journal, charbon). La création d'emploi stagne depuis le printemps, alors que les pertes d'emploi dans les secteurs forestier et manufacturier ont été tout juste contrebalancées par les gains des secteurs des services et de la construction. Ceci semble avoir un impact sur les dépenses de consommation, la croissance des ventes au détail affichant un ralentissement marqué, surtout au chapitre des achats de véhicules automobiles neufs. Heureusement, l'économie de la Colombie-Britannique peut compter sur des investissements massifs des secteurs privé et public. La mise en valeur du gaz naturel et la construction d'infrastructures en vue des Jeux olympiques de Vancouver en 2010 continueront d'être le moteur de la croissance future de la construction non domiciliaire. Globalement, la croissance économique semble être au ralenti cette année par rapport aux prévisions antérieures. L'année 2009 sera vraisemblablement plus tempérée, à la lumière de la sobriété du contexte local et des possibilités d'amélioration restreintes du contexte extérieur. Par conséquent, nous avons révisé à la baisse nos prévisions en termes de PIB réel, les portant à 1,2 % en 2008 (par rapport à 2,2 % précédemment) et à 2,1 % en 2009 (comparativement à 2,9 %).

Alberta - Ralentissement de la cadence

Il n'est pas facile de maintenir un rythme effréné, même dans des conditions économiques optimales. Éventuellement, les économies prospères finissent par se buter à des contraintes, comme le manque de ressources, et doivent composer avec des déséquilibres qui causeront par la suite un ralentissement de la croissance. L'Alberta en est l'exemple parfait. Suivant des années d'investissements massifs dans le secteur de l'énergie, qui ont littéralement enflammé la plupart des autres secteurs de l'économie, la province a ralenti la



cadence, histoire de reprendre son souffle. La preuve la plus évidente de cet essoufflement s'observe sur le marché de l'habitation, où les ventes de maisons existantes ont chuté depuis le sommet cyclique du début de 2007. Les prix ont reculé par rapport aux gains spectaculaires des dernières années, ce qui permettra éventuellement aux acheteurs de pouvoir à nouveau avoir les moyens de s'acheter une maison. La pénurie de logements s'étant atténuée grâce à l'arrivée de nouvelles maisons sur le marché, les constructeurs ont mis la pédale douce sur les nouveaux projets, occasionnant la dégringolade des mises en chantier depuis le printemps.

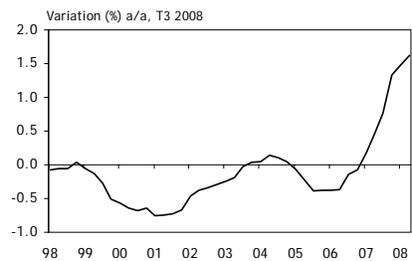
L'autre signe d'essoufflement provient des consommateurs. Les dépenses sont au beau fixe, ce qui a fait stagner les ventes au détail. Cette situation constitue un important repli comparativement à l'augmentation annuelle moyenne de 12 % observée au cours des trois dernières années. Les consommateurs évitent les postes budgétaires importants, comme les véhicules automobiles, ce qui traduit une baisse de la confiance à tout rompre qui prévalait jusqu'à tout récemment. Du côté des entreprises, l'on observe également que des contraintes de capacité freinent l'élan du marché de la construction non domiciliaire. Bien que le niveau d'activité demeure très élevé, la croissance a considérablement ralenti cette année. Compte tenu du ralentissement du marché de l'habitation, de la réduction des dépenses de consommation et du relâchement de la construction non domiciliaire, nous avons réduit nos prévisions de croissance du PIB réel pour 2008, le faisant passer de 3,1 % à 2,2 %. La récente poussée de la migration nette en Alberta (surtout en provenance de l'étranger) augure bien pour la relance de la demande et des dépenses de consommation. Elle pourrait aussi aider à réduire les goulots d'étranglement de certains gros projets de construction et favoriser la croissance des dépenses en immobilisations. Conséquemment, nous croyons qu'en 2009, la croissance devrait s'accélérer.

Saskatchewan - En tête du peloton

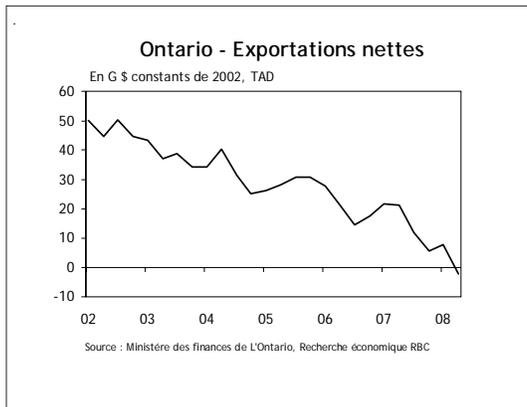
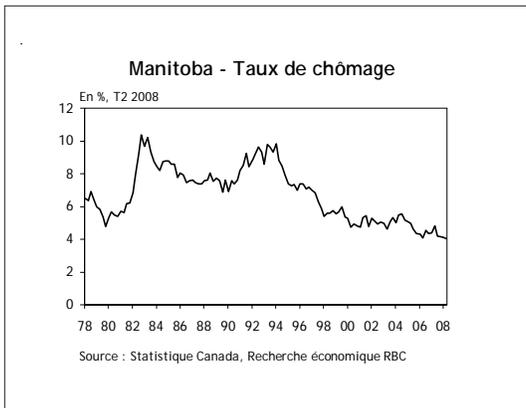
La Saskatchewan devrait dépasser toutes les autres provinces au chapitre de la croissance cette année et l'an prochain, grâce à une augmentation du PIB global prévue de 3,9 % et 3,5 %, respectivement. Cette évaluation optimiste s'explique par les prix très élevés de ses principales exportations, notamment les céréales, le pétrole, la potasse et l'uranium. Bien que dans bon nombre de cas ces prix aient reculé par rapport aux récents sommets atteints, ils devraient demeurer à des niveaux historiquement élevés pendant la période visée par les prévisions. La montée des revenus provenant des ressources se traduisant par une hausse des revenus de la province, celle-ci devrait soutenir les investissements des entreprises et les dépenses de consommation. Ceci transparaît dans les récentes données portant sur la croissance des ventes au détail, qui ont crû de près de 14 % sur douze mois jusqu'à présent, soit trois fois le pourcentage pour l'ensemble du Canada. Même si l'on s'attend à ce que le rythme ralentisse quelque peu au cours de la prochaine année, il devrait sans problème se maintenir au-delà de la moyenne nationale. De même, les mises en chantier devraient, cette année, augmenter pour atteindre 6 800 unités, comparativement à un pointage déjà solide de 6 000 en 2007. Toutefois, la montée récente du prix des logements et l'amenuisement correspondant de la capacité financière feront pression sur le marché de l'habitation l'an prochain, dont les mises en chantier pourraient atteindre un chiffre plus modéré, soit 5 300.

Selon l'enquête sur les investissements privés et publics publiée par Statistique Canada plus tôt cette année, la Saskatchewan et le Manitoba seraient en tête de liste au Canada pour la croissance des dépenses en immobilisations, qui est de

Saskatchewan - Croissance démographique



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC



l'ordre de 18 %. Ce sondage reflète les intentions en matière d'investissements des à la fin de 2007 et au début de 2008. Le prix de plusieurs marchandises ayant encore augmenté depuis ce temps, il est probable que la croissance réelle des investissements excède ce taux. Nos observations laissent entendre que ce serait bel et bien le cas et qu'une croissance accrue est aussi prévue pour l'an prochain. Plus particulièrement, de nombreux nouveaux projets visant l'exploitation des gisements de potasse (par ex., PotashCorp) et d'uranium (par ex. Cameco Corp.) sont à différents stades de leur développement. Ces projets s'ajoutent aux mises en valeur continues des ressources pétrolières, y compris l'important gisement Bakken dans le sud-est de la province. Des ventes records de droits sur le pétrole et le gaz naturel dans la province cette année attestent du dynamisme du secteur de l'énergie en Saskatchewan.

Manitoba - Une croissance stimulée par la vitalité du marché du travail

La robustesse du marché du travail continue à témoigner de la vigueur de l'économie du Manitoba et à l'alimenter. La forte création d'emploi maintient le niveau d'emploi sur une pente ascendante et le taux de chômage se situe près de son point le plus bas pour la présente génération. Le dynamisme du marché de l'emploi a contribué à la plus importante migration enregistrée par la province depuis le début des années 1960, alimentant la demande de logements et de biens et services de consommation. La portée de cette croissance nous a incités à revoir à la hausse nos prévisions de croissance du PIB que nous avons fait passer de 2,7 % à 3,1 %. Ce pourcentage devrait se situer bien au-delà du taux moyen prévu pour l'économie canadienne, qui a été établi à 0,9 %.

Le Manitoba profite de la hausse du prix des marchandises (céréales et métaux de base, par exemple) mais pas autant que ses voisins à l'Ouest, où le secteur de l'énergie occupe une plus grande place. Même s'il est prévu que les prix des marchandises se modéreront l'an prochain, ils devraient demeurer à des niveaux historiquement élevés, et continuer à soutenir la croissance des revenus de la province. Par contre, le revers de la médaille est que les prix élevés des marchandises constituent un inconvénient pour le secteur manufacturier de la province, qui est relativement important. En effet, les coûts plus élevés des matières et de l'énergie amplifient les défis posés par la vigueur du dollar canadien des dernières années. Toutefois, le repli de ce secteur devrait être plus circonscrit qu'en Ontario, qui est fortement touchée par l'importante restructuration en cours des trois plus importants fabricants d'automobiles en Amérique du Nord. Le secteur manufacturier du Manitoba est plutôt concentré dans les aéronefs et les autobus de transport en commun, dont les perspectives sont beaucoup plus reluisantes. Avec l'achèvement plus tard cette année de gros projets d'investissement, notamment l'expansion du canal de dérivation de la rivière Rouge et les améliorations apportées à l'aéroport international de Winnipeg, la province verra disparaître des moteurs de croissance clés, ce qui aura pour effet de ralentir la croissance économique l'an prochain, mais les dépenses en immobilisations soutenues de Manitoba Hydro limiteront la portée de ce ralentissement.

Ontario - Prisonnière du raz-de-marée américain

L'économie américaine montrant davantage de signes de récession, il est très difficile pour l'Ontario de résister à ce raz-de-marée, voire impossible. Les liens économiques serrés l'unissant à ses voisins du sud ont été très bénéfiques pendant la longue période de croissance économique des années 90 et 2000. Or à l'heure actuelle, ils sont davantage un boulet pour la province vu le tarissement de la demande au sud de la frontière. La baisse des exportations, en fait, est

l'un des principaux facteurs de contraction des activités en Ontario au premier trimestre (au même chapitre que la chute des stocks et de la construction domiciliaire). Une récession technique (soit deux trimestres successifs de croissance négative du PIB réel) a été évitée de justesse, la croissance économique ayant rebondi légèrement au deuxième trimestre. Toutefois, il n'y avait pas matière à célébrer. Le rendement de ce trimestre a été marqué par la reconstruction des stocks, la montée en flèche des dépenses courantes du gouvernement et une reprise de la construction résidentielle (traduisant une recrudescence des projets à logements multiples). Ces facteurs risquent fort de s'essouffler dans les trimestres à venir. Plus important encore, les exportations nettes en termes réels sont maintenant négatives, et ce, pour la première fois depuis 1981. Cette situation demeurera préoccupante dans la période à venir.

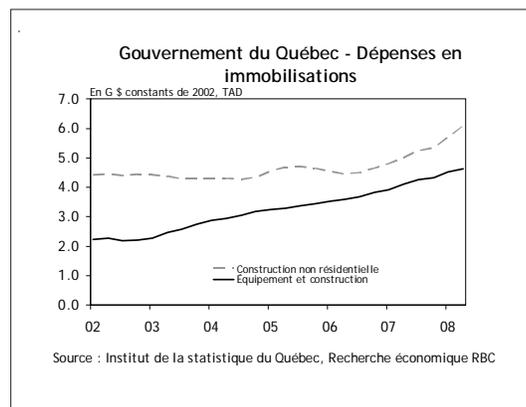
Auparavant solides, les conditions de l'économie intérieure commencent à s'effriter. Le marché de l'emploi a été fortement touché au cours de l'été, et la régression du marché de l'habitation est rapide. La construction de logements est devenue extrêmement instable, la plupart des activités se concentrant dans le secteur des habitations à logements multiples. Ce sentiment de pessimisme se propageant, cet effritement pourrait bien ébranler les fondations des autres secteurs dont la performance est encore satisfaisante, comme les dépenses de consommation.

Même si l'économie de l'Ontario continuera à profiter des programmes d'infrastructures publiques, de la baisse des taux d'intérêt et de l'allègement fiscal au niveau fédéral, la performance globale devrait être la plus faible que cette province ait connue depuis la récession des années 1990, les prévisions de croissance du PIB réel étant de zéro cette année et de 0,4 % en 2009.

Québec - À petits pas vers la croissance

Le soulagement qui a accueilli la publication des comptes provinciaux du deuxième trimestre par l'Institut de la statistique du Québec, selon lesquels la province avait échappé à une récession au premier semestre, traduit assez bien la perception assez répandue d'un ralentissement de l'économie québécoise. Les données les plus récentes font état d'un rebondissement du PIB réel, qui se situe maintenant à 0,9 % (taux annualisé) pour le deuxième trimestre comparativement à une révision à la hausse des données stables du premier trimestre. Le déclin constant des exportations nettes, la crise de l'industrie forestière, l'effondrement de certains segments de l'industrie manufacturière, la fin du sommet conjoncturel de la construction domiciliaire et son ralentissement avaient fait surgir la crainte que l'activité économique en général ne subisse un revirement. Toutefois, les deux plus importantes composantes de l'économie, les dépenses de consommation et les investissements et dépenses du secteur public, sont demeurées vigoureuses, ce qui a plus que contrebalancé les faiblesses des autres secteurs. Au deuxième trimestre, la recrudescence des activités de rénovation a même contribué à l'essor des investissements dans le secteur résidentiel, bien qu'à la lumière de l'assouplissement des conditions du marché du logement il ne pourrait s'agir que d'un intermède dans la tendance à la baisse.

Les préoccupations quant à l'économie québécoise sont peu susceptibles de se dissiper pour le reste de 2008. De façon générale, le rythme des activités sera au ralenti. Alors que les économies des États-Unis et de l'Ontario – les deux plus grands partenaires économiques du Québec – naviguent en eaux troubles, nous ne verrons que peu d'améliorations en provenance du marché externe. À l'échelle locale, le taux de chômage se maintiendra sur une pente légèrement ascendante



compte tenu de l'érosion de la création d'emploi, ce qui minera la confiance des consommateurs. Bien que les récents allègements fiscaux donnent un bon coup de pouce côté revenus, le rythme des dépenses de consommation devrait ralentir. Et il devrait en être de même pour les activités liées au logement, qui reviennent à un niveau plus soutenable, suivant une longue et forte poussée. La construction domiciliaire devrait aussi s'assouplir davantage. Sur une note plus positive, l'accroissement soutenu des investissements en machines et matériels et l'essor continu des projets d'immobilisations dans le secteur public stimuleront la croissance et permettront à l'économie de la province de garder la tête hors de l'eau pour le deuxième semestre de cette année.

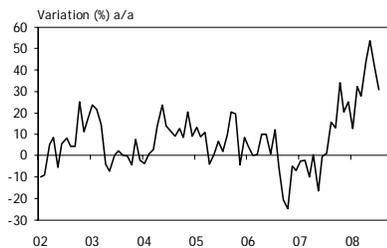
L'an prochain, la croissance économique devrait reprendre du poil de la bête. Bien qu'il soit peu probable que le contexte local ne change - modeste croissance de l'emploi et des dépenses de consommation, recul de la construction domiciliaire et vigueur des dépenses d'investissement non domiciliaires (tant privées que publiques) – la reprise de la demande provenant des États-Unis vers la fin de l'année et une dépréciation graduelle du dollar canadien devraient éventuellement stabiliser les exportations du Québec et freiner quelque peu le glissement de l'économie externe. Le PIB réel devrait s'apprécier, et passer de 0,7 % en 2008 à 1,2 %.

Nouveau-Brunswick - À contre-courant

Contrairement à la tendance à l'affaiblissement observée dans les autres provinces, la croissance économique au Nouveau-Brunswick devrait reprendre de la vigueur pour atteindre 2 % cette année (elle était de 1,6 % en 2007). Ces attentes sont attribuables en grande partie à l'augmentation des investissements en immobilisations, particulièrement en rapport avec la remise en état de la centrale nucléaire de Point Lepreau (1,4 milliard de dollars) et la construction d'un quai pour le terminal de gaz naturel liquéfié de Canaport (1,0 milliard de dollars), du gazoduc Brunswick connexe (0,4 milliard de dollars) et d'une mine de potasse près de Sussex (1,7 milliard de dollars). Le regain d'optimisme est également attribuable à l'augmentation marquée de la valeur des livraisons manufacturières depuis la fin de 2007 en dépit de la faiblesse continue du secteur forestier, dont les exportations ont souffert de la robustesse du dollar canadien et de l'effondrement du secteur de la construction domiciliaire aux États-Unis. Cette augmentation a été principalement alimentée par l'accroissement des ventes de produits pétroliers raffinés. Bien que cet accroissement soit attribuable à la hausse des prix des produits pétroliers plutôt qu'à une production plus élevée, les recettes ainsi générées ont tout de même contribué à gonfler les revenus. Ce gonflement des revenus exerce un réel effet sur l'économie, notamment en suscitant une augmentation de la demande dans le secteur domiciliaire. Le nombre de mises en chantier a notablement augmenté dans cette province pendant la première moitié de l'année, bien qu'il ait quelque peu ralenti depuis.

Les cours pétroliers devraient diminuer quelque peu en 2009 pour s'établir à environ 90 \$ le baril (selon le WTI), ce qui représente tout de même un niveau historiquement élevé. Les recettes en provenance du secteur énergétique continueront donc à affluer et à alimenter la croissance économique par l'intermédiaire des revenus dans cette province. Toutefois, le rythme de la croissance économique globale au Nouveau-Brunswick l'an prochain dépendra de la mise en chantier de certains projets d'immobilisation clé, puisque les projets importants en cours, qui ont exercé une influence positive sur la croissance économique en 2008, seront essentiellement terminés (à l'exception de la construction de la mine de potasse), ce qui aura un effet modérateur sur le taux de croissance. Deux autres projets importants – la construction d'une centrale nucléaire (4 milliards

Ventes des fabricants du Nouveau-Brunswick



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

de dollars) et d'une nouvelle raffinerie à Saint John (7 milliards de dollars) – en sont actuellement à l'étape des approbations finales et le dénouement à cet égard est attendu en 2009. Nos prévisions supposent que certains travaux de construction liés à l'un de ces projets débiteront, permettant au taux de croissance économique au Nouveau-Brunswick de monter davantage à 2,5 % l'an prochain.

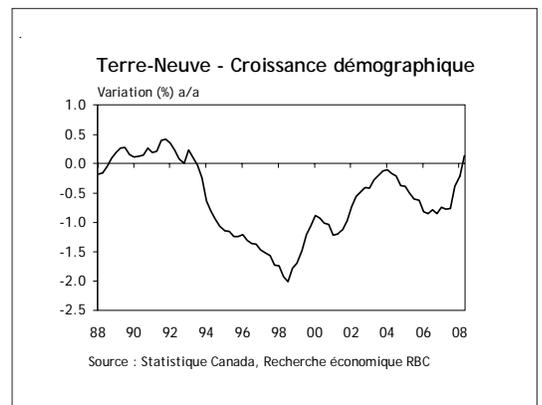
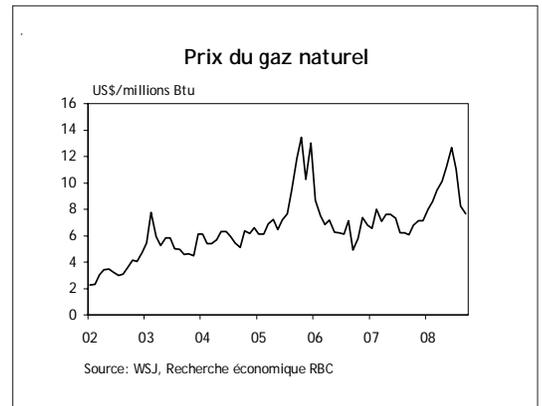
Nouvelle-Écosse - Croissance épaulée par les prix du gaz naturel

À l'instar des autres provinces productrices d'énergie, la Nouvelle-Écosse récolte les avantages de la hausse des prix de l'énergie, plus précisément du gaz naturel. Les effets sur les revenus se font sentir dans de nombreux secteurs de son économie. Les livraisons manufacturières ont augmenté de plus de 10 % (sur une période d'un an) au cours du premier semestre de 2008, principalement grâce à la hausse de la production nominale de gaz naturel. C'est également ce qui explique la bonne tenue des exportations d'énergie, qui a plus que contrebalancé le repli des exportations dans la plupart des autres secteurs. Les effets positifs de cette hausse des prix du gaz naturel sur les termes de l'échange et, par contrecoup, sur les revenus se sont reflétés par une augmentation des dépenses de consommation. Les ventes au détail se portent donc très bien dans cette province depuis le début de l'année. Il est vrai que les prix du gaz naturel ont amorcé une tendance à la baisse depuis le début du deuxième semestre de 2008, mais nous croyons qu'ils demeureront élevés par rapport aux moyennes historiques. Nous estimons donc toujours que le taux de croissance global du PIB s'établira à environ 2 % cette année (par rapport à 1,6 % en 2007). Cette augmentation reflétera également la hausse des dépenses d'investissement liées principalement au projet d'aménagement du gisement extracôtier de gaz naturel Deep Panuke.

Nous nous attendons à ce que les termes de l'échange positifs continuent d'alimenter la croissance en 2009, bien qu'à un rythme quelque peu atténué par le retour des prix du gaz naturel à des niveaux plus raisonnables. Cette croissance, à son tour, soutiendra les revenus des ménages et les dépenses de consommation. Au chapitre des exportations, le repli prévu de la valeur du dollar canadien devrait favoriser les secteurs non liés à l'énergie bien qu'une volte-face en bonne et due forme soit improbable tant et aussi longtemps que l'économie américaine n'aura pas pris davantage de mieux. En fin de compte, nous nous attendons à ce que la croissance économique en Nouvelle-Écosse l'an prochain soit très semblable à celle que nous prévoyons pour 2008, pourvu que débutent les dépenses liées à deux projets connexes d'une durée de plusieurs années – projet de construction d'une usine pétrochimique et d'un terminal de gaz naturel liquéfié de Keltic Petrochemicals – qui devraient coûter entre 5,5 et 6 milliards de dollars. Advenant que la réalisation de ces projets s'effectue plus rapidement que prévu, il se pourrait même que nous révisions à la hausse nos prévisions pour l'an prochain.

Terre-Neuve-et-Labrador - L'heure est à l'optimisme

Les habitants de Terre-Neuve-et-Labrador semblent déborder d'optimisme si on en juge par la vigueur du marché immobilier et des dépenses de consommation dans cette région. Les prix records du pétrole, l'annonce de l'approbation du projet pétrolier extracôtier Hebron, la diminution continue du taux de chômage (jusqu'à récemment) et les réductions d'impôts ont tous contribué à donner à la province un élan de confiance qui déborde de ses frontières. La tendance, établie depuis longtemps, au départ des habitants de Terre Neuve et-Labrador vers



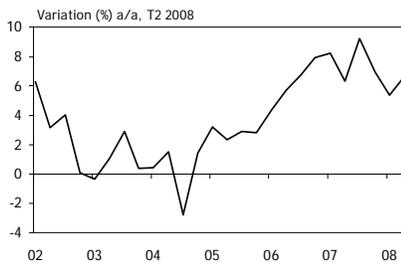
d'autres provinces plus prospères a commencé à se renverser depuis un an et pour la première fois en 15 ans, la population affiche une croissance positive qui suscite une augmentation de la demande dans les secteurs domiciliaire et de la consommation de biens et de services. Terre-Neuve-et-Labrador remporte même la palme cette année au chapitre de la vigueur immobilière. Dans cette région, en effet, les prix des habitations augmentent à un rythme effréné, contrairement à la tendance au retour au calme ailleurs au Canada. De la même manière, les ventes au détail poursuivent leur croissance rapide, surpassant la plupart des autres provinces à ce chapitre également.

En dépit de la robustesse continue des facteurs économiques à Terre-Neuve-et-Labrador, nous prévoyons un ralentissement significatif du taux de croissance par rapport à l'an dernier en raison de la stabilisation des niveaux de production de pétrole. En 2007, en effet, le rétablissement de l'exploitation à pleine capacité du projet pétrolier extracôtier Terra Nova et l'expansion de l'exploitation de White Rose avaient suscité une augmentation de plus de 20 % de la production de pétrole brut. À défaut d'une augmentation de ce genre cette année, il est probable que la contribution du secteur énergétique à la croissance économique provinciale sera nulle ou même quelque peu négative en 2008. Pendant les six premiers mois de l'année, la production de pétrole brut était en baisse annuelle de près de 9 %. En fin de compte, la croissance du PIB réel de Terre-Neuve-et-Labrador cette année devrait être négligeable (+0,2 %) avant de connaître une reprise en 2009 à environ 1,3 % pour autant que l'économie intérieure de cette province demeure vigoureuse.

Île-du-Prince-Édouard - La résistance

L'Île-du-Prince-Édouard fait preuve d'une grande capacité de résistance à la tourmente économique qui secoue une grande partie de l'Amérique du Nord. Grâce aux dépenses importantes au chapitre de l'infrastructure et à l'augmentation marquée de la population de l'île, l'économie provinciale a en effet réussi à maintenir un rythme de croissance plus qu'honorable en dépit de la hausse du cours du dollar canadien, du bond des prix de l'essence et de l'anxiété croissante des Américains qui s'est manifestée par un déclin du tourisme. En outre, la vigueur relative du marché de l'emploi – le taux de chômage n'a pas été aussi bas depuis 30 ans – et les réductions d'impôts consenties par les gouvernements provincial et fédéral ont contribué à soutenir l'optimisme, et par le fait même les dépenses, des consommateurs. Les ventes au détail ont donc augmenté de façon importante jusqu'à maintenant cette année. Il est toutefois probable que cet élan économique ralentira bientôt. Le rythme de création d'emplois est déjà en baisse par rapport au printemps, et la revente d'habitations a passé son sommet cyclique. Plutôt instable actuellement, la construction domiciliaire devrait amorcer une phase de consolidation lorsque l'immigration se tarira et que la demande de nouvelles unités d'habitation diminuera. Nous avons légèrement augmenté nos prévisions relatives à la croissance du PIB réel de la province de 1,2 % à 1,9 % pour 2008, mais révisé à la baisse nos prévisions pour 2009 de 1,6 % à 1,4 %.

Île-du-Prince-Édouard - Commerce de détail



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel			PIB nominal			Emploi			Population active			Taux de chômage			Revenu individuel disponible			Mises en chantier (milliers)			Ventes au détail			IPC		
										%						Thousands											
	07	08	09	07	08	09	07	08	09	07	08	09	07	08	09	07	08	09	07	08	09	07	08	09	07	08	09
T.-N.	9.1	0.2	1.3	13.4	7.1	2.2	0.7	2.0	0.6	-0.7	1.4	0.4	13.6	13.1	12.9	-3.5	2.8	2.6	2.6	2.8	3.0	9.0	8.0	4.0	1.4	3.1	2.1
Î.-P.-É.	2.0	1.9	1.4	5.4	3.5	2.3	1.1	1.7	0.5	0.2	1.7	0.5	10.3	10.4	10.4	3.9	3.7	2.6	0.8	0.7	0.5	7.7	5.5	3.5	1.8	3.8	2.4
N.-É.	1.6	2.0	2.0	4.1	5.4	3.0	1.3	1.1	0.9	1.4	0.8	1.2	8.0	7.7	8.0	4.0	4.0	4.1	4.8	4.2	3.2	4.2	5.5	4.0	1.9	3.6	2.3
N.-B.	1.6	2.0	2.5	4.2	6.8	3.5	2.1	0.9	0.9	0.7	2.1	1.2	7.5	8.6	8.9	4.3	3.4	3.4	4.2	4.1	3.3	5.7	5.5	4.0	1.9	2.2	2.1
QUÉ	2.4	0.7	1.2	5.4	2.6	2.4	2.3	0.8	1.1	1.4	1.1	1.8	7.2	7.5	8.1	5.5	3.9	3.8	48.6	45.7	39.0	4.6	5.5	3.5	1.6	2.5	2.0
ONT	2.1	0.0	0.4	4.3	2.0	1.6	1.6	1.5	1.2	1.7	1.6	1.9	6.4	6.5	7.1	4.3	4.6	3.9	68.1	75.0	66.5	3.9	5.0	2.8	1.8	2.6	2.0
MAN	3.3	3.1	2.3	8.3	6.1	3.3	1.6	1.8	1.5	1.7	1.4	2.0	4.4	4.0	4.5	6.4	8.0	5.0	5.7	5.4	5.4	8.8	8.0	5.5	2.1	2.5	2.6
SASK	2.8	3.9	3.5	11.4	15.4	4.4	2.1	1.6	2.0	1.6	1.6	2.1	4.2	4.2	4.3	9.0	8.5	5.5	6.0	6.8	5.3	13.0	12.0	7.5	2.9	3.4	2.7
ALB	3.3	2.2	3.0	8.3	11.8	3.8	4.7	2.6	2.1	4.8	2.7	2.7	3.5	3.5	4.1	9.2	6.5	5.2	48.3	30.2	31.3	9.3	1.5	6.5	4.9	3.7	2.9
C.-B.	3.1	1.2	2.1	5.5	3.0	3.4	3.2	2.4	1.4	2.7	2.6	2.1	4.2	4.4	5.1	6.4	6.0	4.8	39.2	34.8	26.0	6.7	3.0	6.5	1.7	2.5	2.0
CANADA	2.7	0.9	1.5	5.9	4.7	2.6	2.3	1.6	1.3	2.0	1.7	1.9	6.0	6.1	6.7	5.6	5.0	4.2	228	209	183	5.8	4.7	4.3	2.1	2.7	2.2

Tableau comparatif

2007, sauf indication contraire

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUE	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers)	507	139	935	751	7,720	12,851	1,190	1,003	3,487	4,403
Produit intérieur brut (milliards \$)	29.0	4.5	33.3	26.4	298.2	582.0	48.6	51.2	259.9	190.2
PIB réel (en milliards de \$ 2002)	19.3	4.1	29.0	23.2	266.1	532.8	41.6	39.5	189.5	163.2
Part du PIB réel canadien (%)	1.5	0.3	2.2	1.8	20.2	40.4	3.2	3.0	14.4	12.4
Croissance PIB réel (TAC, cinq dernières années 02-07, %)	3.3	2.2	1.4	1.9	2.0	2.2	2.6	2.8	4.7	3.4
PIB réel par habitant (\$)	38,116	29,799	31,083	30,970	34,581	41,660	35,136	39,673	54,758	37,313
Croissance PIB réel par habitant (TAC, cinq dernières années 02-07, %)	3.8	2.0	1.4	1.9	1.3	1.0	2.1	2.9	2.5	2.1
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	24,345	22,416	24,180	23,698	24,404	27,403	24,890	25,011	34,632	26,646
Croissance de l'emploi (TAC, cinq dernières années, %)	0.9	1.4	1.1	1.1	1.5	1.8	1.0	1.4	3.2	2.9
Taux d'emploi (Aout, 2008 %)	51.4	61.3	58.7	59.2	60.5	63.5	66.5	66.5	71.6	63.7
Indice d'inconfort (inflation + chômage)	18.0	15.2	12.4	11.0	10.8	9.8	7.3	8.0	7.5	7.6
Production manufacturière (% du PIB réel)	4.6	11.8	9.8	12.7	18.9	18.3	12.9	7.2	9.3	10.6
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB réel)	54.0	70.4	70.3	67.5	63.3	58.8	63.3	58.4	50.3	68.6
Exportations (% du PIB réel)	39.6	31.5	25.3	43.8	36.3	45.8	31.9	40.1	35.9	28.6

Source: Statistique Canada, prévisions du Recherche économique RBC

Colombie-Britannique

		<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
Produit intérieur brut	en millions de dollars	138,193	145,642	157,365	169,404	180,328	190,214	195,962	202,678
	évolution (%)	3.5	5.4	8.0	7.7	6.4	5.5	3.0	3.4
PIB réel	2002 millions de dollars	138,193	141,435	146,629	153,208	158,335	163,200	165,158	168,627
	évolution (%)	3.6	2.3	3.7	4.5	3.3	3.1	1.2	2.1
Nombre d'emplois	en milliers	1,965.0	2,014.7	2,062.7	2,130.6	2,195.5	2,266.3	2,321.7	2,355.1
	évolution (%)	2.3	2.5	2.4	3.3	3.0	3.2	2.4	1.4
Main-d'œuvre	en milliers	2,147.6	2,190.7	2,221.9	2,263.4	2,305.1	2,366.4	2,428.7	2,480.9
	évolution (%)	3.1	2.0	1.4	1.9	1.8	2.7	2.6	2.1
Taux de chômage	(%)	8.5	8.0	7.2	5.9	4.8	4.2	4.4	5.1
Revenu personnel disponible	en millions de dollars	88,594	91,505	96,714	101,559	109,579	116,546	123,539	129,469
	évolution (%)	3.8	3.3	5.7	5.0	7.9	6.4	6.0	4.8
Ventes au détail	en millions de dollars	43,265	44,421	47,217	49,286	52,837	56,365	58,056	61,830
	évolution (%)	6.3	2.7	6.3	4.4	7.2	6.7	3.0	6.5
Mises en chantier	unités	21,625	26,174	32,925	34,667	36,443	39,195	34,800	26,000
	évolution (%)	25.5	21.0	25.8	5.3	5.1	7.6	-11.2	-25.3
Indice des prix à la consommation	2002=100	100.0	102.2	104.2	106.3	108.1	110.0	112.7	115.0
	évolution (%)	2.3	2.2	2.0	2.0	1.7	1.7	2.5	2.0

Alberta

		<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
Produit intérieur brut	en millions de dollars	150,594	170,113	189,521	222,159	240,025	259,941	290,632	301,745
	évolution (%)	-0.4	13.0	11.4	17.2	8.0	8.3	11.8	3.8
PIB réel	2002 millions de dollars	150,594	155,359	163,457	172,047	183,372	189,470	193,638	199,447
	évolution (%)	2.2	3.2	5.2	5.3	6.6	3.3	2.2	3.0
Nombre d'emplois	en milliers	1,670.8	1,716.7	1,757.5	1,784.4	1,870.7	1,959.4	2,011.2	2,053.4
	évolution (%)	2.4	2.7	2.4	1.5	4.8	4.7	2.6	2.1
Main-d'œuvre	en milliers	1,764.2	1,808.8	1,842.4	1,857.5	1,937.5	2,030.6	2,084.5	2,140.9
	évolution (%)	3.2	2.5	1.9	0.8	4.3	4.8	2.7	2.7
Taux de chômage	(%)	5.3	5.1	4.6	3.9	3.4	3.5	3.5	4.1
Revenu personnel disponible	en millions de dollars	78,323	81,942	89,308	97,528	109,732	119,830	127,619	134,255
	évolution (%)	3.7	4.6	9.0	9.2	12.5	9.2	6.5	5.2
Ventes au détail	en millions de dollars	37,663	39,318	43,372	48,493	55,942	61,160	62,077	66,112
	évolution (%)	9.0	4.4	10.3	11.8	15.4	9.3	1.5	6.5
Mises en chantier	unités	38,754	36,171	36,270	40,847	48,962	48,336	30,200	31,250
	évolution (%)	32.8	-6.7	0.3	12.6	19.9	-1.3	-37.5	3.5
Indice des prix à la consommation	1992=100	100.0	104.4	105.9	108.1	112.3	117.9	122.2	125.7
	évolution (%)	3.4	4.4	1.4	2.1	3.9	4.9	3.7	2.9

Saskatchewan

		<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
Produit intérieur brut	en millions de dollars	34,343	36,653	40,417	43,773	45,922	51,166	59,062	61,680
	évolution (%)	3.7	6.7	10.3	8.3	4.9	11.4	15.4	4.4
PIB réel	2002 millions de dollars	34,343	35,921	37,303	38,598	38,433	39,500	41,041	42,477
	évolution (%)	-0.4	4.6	3.8	3.5	-0.4	2.8	3.9	3.5
Nombre d'emplois	en milliers	468.3	476.1	479.7	483.5	491.6	501.7	509.9	520.0
	évolution (%)	1.7	1.7	0.8	0.8	1.7	2.1	1.6	2.0
Main-d'œuvre	en milliers	496.5	504.3	506.8	509.4	515.6	523.8	532.3	543.3
	évolution (%)	1.6	1.6	0.5	0.5	1.2	1.6	1.6	2.1
Taux de chômage	(%)	5.7	5.6	5.3	5.1	4.7	4.2	4.2	4.3
Revenu personnel disponible	en millions de dollars	19,049	20,238	21,797	21,998	22,853	24,902	27,019	28,505
	évolution (%)	3.0	6.2	7.7	0.9	3.9	9.0	8.5	5.5
Ventes au détail	en millions de dollars	9,389	9,858	10,259	10,796	11,495	12,984	14,542	15,633
	évolution (%)	7.6	5.0	4.1	5.2	6.5	13.0	12.0	7.5
Mises en chantier	unités	2,963	3,315	3,781	3,437	3,715	6,007	6,800	5,300
	évolution (%)	24.4	11.9	14.1	-9.1	8.1	61.7	13.2	-22.1
Indice des prix à la consommation	1992=100	100.0	102.3	104.6	106.9	109.1	112.2	116.0	119.2
	évolution (%)	2.8	2.3	2.2	2.2	2.0	2.9	3.4	2.7

Manitoba

		<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
Produit intérieur brut	en millions de dollars	36,559	37,451	39,859	41,682	44,851	48,586	51,545	53,258
	évolution (%)	4.0	2.4	6.4	4.6	7.6	8.3	6.1	3.3
PIB réel	2002 millions de dollars	36,559	37,059	38,033	39,061	40,323	41,644	42,935	43,922
	évolution (%)	1.6	1.4	2.6	2.7	3.2	3.3	3.1	2.3
Nombre d'emplois	en milliers	567.2	570.3	576.6	580.3	587.0	596.5	607.2	616.3
	évolution (%)	2.3	0.5	1.1	0.6	1.1	1.6	1.8	1.5
Main-d'œuvre	en milliers	597.8	600.3	608.9	609.4	613.5	623.9	632.5	645.2
	évolution (%)	2.4	0.4	1.4	0.1	0.7	1.7	1.4	2.0
Taux de chômage	(%)	5.1	5.0	5.3	4.8	4.3	4.4	4.0	4.5
Revenu personnel disponible	en millions de dollars	23,678	24,436	25,670	26,326	27,713	29,500	31,860	33,453
	évolution (%)	3.1	3.2	5.0	2.6	5.3	6.4	8.0	5.0
Ventes au détail	en millions de dollars	10,570	10,953	11,692	12,381	12,870	14,008	15,129	15,961
	évolution (%)	7.0	3.6	6.7	5.9	3.9	8.8	8.0	5.5
Mises en chantier	unités	3,617	4,206	4,440	4,731	5,028	5,738	5,400	5,400
	évolution (%)	22.1	16.3	5.6	6.6	6.3	14.1	-5.9	0.0
Indice des prix à la consommation	1992=100	100.0	101.8	103.8	106.6	108.7	110.9	114.6	116.6
	évolution (%)	1.5	1.8	1.9	2.7	1.9	2.1	2.5	2.6

Ontario

		<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
Produit intérieur brut	en millions de dollars	477,763	493,081	516,792	536,908	557,784	582,019	593,659	603,186
	évolution (%)	5.3	3.2	4.8	3.9	3.9	4.3	2.0	1.6
PIB réel	2002 millions de dollars	477,763	484,341	496,208	510,740	521,648	532,842	532,842	534,973
	évolution (%)	3.1	1.4	2.5	2.9	2.1	2.1	0.0	0.4
Nombre d'emplois	en milliers	6,031.4	6,213.2	6,316.5	6,397.8	6,492.7	6,593.8	6,695.3	6,772.4
	évolution (%)	1.8	3.0	1.7	1.3	1.5	1.6	1.5	1.2
Main-d'œuvre	en milliers	6,493.7	6,676.2	6,775.4	6,849.1	6,927.3	7,043.5	7,159.2	7,292.7
	évolution (%)	2.6	2.8	1.5	1.1	1.1	1.7	1.6	1.9
Taux de chômage	(%)	7.1	6.9	6.8	6.6	6.3	6.4	6.5	7.1
Revenu personnel disponible	en millions de dollars	284,156	293,943	307,170	319,255	335,990	350,493	366,616	380,914
	évolution (%)	3.5	3.4	4.5	3.9	5.2	4.3	4.6	3.9
Ventes au détail	en millions de dollars	120,992	125,122	129,086	135,321	140,808	146,252	153,565	157,865
	évolution (%)	5.9	3.4	3.2	4.8	4.1	3.9	5.0	2.8
Mises en chantier	unités	83,597	85,180	85,114	78,795	73,417	68,123	75,000	66,500
	évolution (%)	14.1	1.9	-0.1	-7.4	-6.8	-7.2	10.1	-11.3
Indice des prix à la consommation	1992=100	100.0	102.7	104.6	106.9	108.8	110.8	113.6	115.9
	évolution (%)	2.0	2.7	1.9	2.2	1.8	1.8	2.6	2.0

Québec

		<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
Produit intérieur brut	en millions de dollars	241,448	250,752	262,890	272,672	282,841	298,157	305,949	313,336
	évolution (%)	4.2	3.9	4.8	3.7	3.7	5.4	2.6	2.4
PIB réel	2002 millions de dollars	241,448	244,422	250,673	255,638	259,895	266,104	267,967	271,182
	évolution (%)	2.4	1.2	2.6	2.0	1.7	2.4	0.7	1.2
Nombre d'emplois	en milliers	3,569.9	3,628.8	3,680.5	3,717.3	3,765.5	3,851.7	3,881.2	3,925.5
	évolution (%)	3.8	1.7	1.4	1.0	1.3	2.3	0.8	1.1
Main-d'œuvre	en milliers	3,907.7	3,992.8	4,024.1	4,052.7	4,094.2	4,150.1	4,195.6	4,270.5
	évolution (%)	3.6	2.2	0.8	0.7	1.0	1.4	1.1	1.8
Taux de chômage	(%)	8.6	9.1	8.5	8.3	8.0	7.2	7.5	8.1
Revenu personnel disponible	en millions de dollars	151,871	158,823	165,727	170,612	178,028	187,793	195,117	202,531
	évolution (%)	4.4	4.6	4.3	2.9	4.3	5.5	3.9	3.8
Ventes au détail	en millions de dollars	72,099	75,326	78,518	82,533	86,709	90,663	95,650	98,998
	évolution (%)	6.1	4.5	4.2	5.1	5.1	4.6	5.5	3.5
Mises en chantier	unités	42,452	50,289	58,448	50,910	47,877	48,553	45,700	39,000
	évolution (%)	53.4	18.5	16.2	-12.9	-6.0	1.4	-5.9	-14.7
Indice des prix à la consommation	1992=100	100.0	102.5	104.5	106.9	108.7	110.4	113.2	115.5
	évolution (%)	2.0	2.5	1.9	2.3	1.7	1.6	2.5	2.0

Nouveau-Brunswick

		<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
Produit intérieur brut	en millions de dollars	21,169	22,366	23,534	24,190	25,346	26,410	28,217	29,212
	évolution (%)	2.3	5.7	5.2	2.8	4.8	4.2	6.8	3.5
PIB réel	2002 millions de dollars	21,169	21,765	22,069	22,174	22,843	23,213	23,666	24,257
	évolution (%)	4.5	2.8	1.4	0.5	3.0	1.6	2.0	2.5
Nombre d'emplois	en milliers	343.1	343.1	350.1	350.5	355.4	362.8	366.0	369.3
	évolution (%)	3.9	0.0	2.0	0.1	1.4	2.1	0.9	0.9
Main-d'œuvre	en milliers	382.0	382.4	388.0	388.2	389.6	392.4	400.5	405.5
	évolution (%)	2.8	0.1	1.5	0.0	0.4	0.7	2.1	1.2
Taux de chômage	(%)	10.2	10.3	9.8	9.7	8.8	7.5	8.6	8.9
Revenu personnel disponible	en millions de dollars	14,480	15,027	15,789	16,308	17,024	17,762	18,366	18,990
	évolution (%)	2.2	3.8	5.1	3.3	4.4	4.3	3.4	3.4
Ventes au détail	en millions de dollars	7,787	7,827	7,963	8,326	8,814	9,318	9,831	10,224
	évolution (%)	3.9	0.5	1.7	4.6	5.9	5.7	5.5	4.0
Mises en chantier	unités	3,862	4,489	3,947	3,959	4,085	4,242	4,100	3,300
	évolution (%)	11.6	16.2	-12.1	0.3	3.2	3.8	-3.3	-19.5
Indice des prix à la consommation	1992=100	100.0	103.4	104.9	107.4	109.2	111.3	113.8	116.1
	évolution (%)	3.4	3.4	1.4	2.4	1.7	1.9	2.2	2.1

Nouvelle-Écosse

		<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
Produit intérieur brut	en millions de dollars	27,082	28,851	30,014	31,575	31,997	33,296	35,099	36,159
	évolution (%)	4.5	6.5	4.0	5.2	1.3	4.1	5.4	3.0
PIB réel	2002 millions de dollars	27,082	27,464	27,836	28,336	28,597	29,042	29,608	30,200
	évolution (%)	4.0	1.4	1.4	1.8	0.9	1.6	2.0	2.0
Nombre d'emplois	en milliers	422.9	431.2	442.2	443.0	441.8	447.6	452.5	456.7
	évolution (%)	1.8	2.0	2.6	0.2	-0.3	1.3	1.1	0.9
Main-d'œuvre	en milliers	467.7	474.5	485.0	483.9	480.0	486.7	490.4	496.5
	évolution (%)	1.7	1.5	2.2	-0.2	-0.8	1.4	0.8	1.2
Taux de chômage	(%)	9.6	9.1	8.8	8.4	7.9	8.0	7.7	8.0
Revenu personnel disponible	en millions de dollars	18,674	19,202	20,062	20,872	21,714	22,592	23,496	24,459
	évolution (%)	3.0	2.8	4.5	4.0	4.0	4.0	4.0	4.1
Ventes au détail	en millions de dollars	9,840	10,015	10,297	10,527	11,163	11,636	12,276	12,767
	évolution (%)	6.1	1.8	2.8	2.2	6.0	4.2	5.5	4.0
Mises en chantier	unités	4,970	5,096	4,717	4,775	4,896	4,750	4,200	3,200
	évolution (%)	21.5	2.5	-7.4	1.2	2.5	-3.0	-11.6	-23.8
Indice des prix à la consommation	1992=100	100.0	103.4	105.3	108.2	110.4	112.5	116.5	119.2
	évolution (%)	3.0	3.4	1.8	2.8	2.1	1.9	3.6	2.3

Terre-Neuve et Labrador

		<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
Produit intérieur brut	en millions de dollars	16,457	18,119	19,302	21,496	25,608	29,034	31,099	31,787
	évolution (%)	16.1	10.1	6.5	11.4	19.1	13.4	7.1	2.2
PIB réel	2002 millions de dollars	16,457	17,419	17,117	17,159	17,719	19,336	19,375	19,627
	évolution (%)	15.6	5.8	-1.7	0.2	3.3	9.1	0.2	1.3
Nombre d'emplois	en milliers	207.2	212.3	214.3	214.1	215.7	217.1	221.5	222.8
	évolution (%)	1.7	2.4	1.0	-0.1	0.7	0.7	2.0	0.6
Main-d'œuvre	en milliers	248.5	254.1	254.3	252.5	253.1	251.3	254.7	255.8
	évolution (%)	2.4	2.2	0.1	-0.7	0.2	-0.7	1.4	0.4
Taux de chômage	(%)	16.6	16.5	15.7	15.2	14.8	13.6	13.1	12.9
Revenu personnel disponible	en millions de dollars	9,381	9,773	10,041	10,397	12,802	12,350	12,696	13,026
	évolution (%)	2.9	4.2	2.7	3.5	23.1	-3.5	2.8	2.6
Ventes au détail	en millions de dollars	5,407	5,736	5,755	5,826	6,026	6,567	7,092	7,376
	évolution (%)	4.0	6.1	0.3	1.2	3.4	9.0	8.0	4.0
Mises en chantier	unités	2,419	2,692	2,870	2,498	2,234	2,649	2,800	3,000
	évolution (%)	35.3	11.3	6.6	-13.0	-10.6	18.6	5.7	7.1
Indice des prix à la consommation	1992=100	100.0	102.9	104.8	107.6	109.5	111.1	114.5	116.9
	évolution (%)	2.4	2.9	1.8	2.6	1.8	1.4	3.1	2.1

Île-du-Prince-Édouard

		<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>
Produit intérieur brut	en millions de dollars	3,701	3,798	3,994	4,118	4,304	4,538	4,698	4,807
	évolution (%)	7.9	2.6	5.2	3.1	4.5	5.4	3.5	2.3
PIB réel	2002 millions de dollars	3,701	3,778	3,893	3,945	4,049	4,129	4,207	4,266
	évolution (%)	4.8	2.1	3.0	1.3	2.6	2.0	1.9	1.4
Nombre d'emplois	en milliers	64.7	66.1	66.9	68.2	68.6	69.3	70.5	70.8
	évolution (%)	1.7	2.2	1.3	1.9	0.6	1.1	1.7	0.5
Main-d'œuvre	en milliers	73.5	74.3	75.4	76.5	77.1	77.3	78.7	79.1
	évolution (%)	1.8	1.1	1.5	1.4	0.9	0.2	1.7	0.5
Taux de chômage	(%)	12.0	11.0	11.2	10.8	11.1	10.3	10.4	10.4
Revenu personnel disponible	en millions de dollars	2,606	2,635	2,769	2,865	2,989	3,106	3,221	3,305
	évolution (%)	5.6	1.1	5.1	3.5	4.3	3.9	3.7	2.6
Ventes au détail	en millions de dollars	1,369	1,383	1,385	1,424	1,512	1,629	1,718	1,779
	évolution (%)	3.4	1.0	0.1	2.8	6.2	7.7	5.5	3.5
Mises en chantier	unités	775	814	919	862	738	750	700	525
	évolution (%)	14.8	5.0	12.9	-6.2	-14.4	1.6	-6.7	-25.0
Indice des prix à la consommation	1992=100	100.0	103.5	105.8	109.1	111.6	113.6	118.0	120.8
	évolution (%)	2.7	3.5	2.2	3.2	2.2	1.8	3.8	2.4

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

